



**La guerre civile grecque :  
la négation d'un conflit toujours actuel**

Melissa Vassilakis  
(melissa.vassilakis[at]ehess.fr)

*« Dec 44*

*Dec 08*

*Tout continue »*



Figure 1

J'ai pris la photo ci-dessus, au printemps 2012, alors que je marchais dans les rues du centre d'Athènes (quartier de Agios Nikolaos). Lire des graffitis, slogans - ou « synthima », en grec -, est commun dans cette ville : les murs d'Athènes ont toujours parlé. Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui, avec la crise économique : au fur et à mesure que les magasins ferment, les façades se remplissent d'inscriptions en tous genres, notamment politiques, « A bas le pouvoir »,

« A bas l'Etat », « Descendez dans les rues »... L'inscription rapportée ci-dessus a pourtant particulièrement retenu mon attention. Deux dates : décembre 1944 et décembre 2008. Un lien est fait : « tout continue ».

Usage public du passé ? Oui, puisque cette inscription se situe dans la rue, espace public par excellence. Mais cette fois, il ne s'agit pas d'un mémorial officiel. Le passé surgit sous la forme d'un graffiti, réalisé à la hâte, de manière anonyme et illégale. Mais quels liens entre les événements de décembre 1944 et décembre 2008 ? Pourquoi cette référence à décembre 1944 aujourd'hui sur les murs d'Athènes ? Que croyait-on mort mais qui pourtant « continue » ?

Décembre 2008, tous les Grecs s'en souviennent : l'événement est récent, intense et violent. Le 6 décembre, un policier assassine le jeune Alexandros Grigorioupoulos âgé de 15 ans. En réaction, s'en suivront, pendant plus d'un mois, de violentes émeutes partout en Grèce. On verra Athènes en flammes. Mais qui se souvient de décembre 1944 ? Qui sait ce qu'il s'est passé durant ce mois sanglant ? Décembre 1944 marque l'éclatement à Athènes d'une longue guerre civile, lourde de conséquences. Et pourtant, il n'est pas rare qu'un jeune Grec, après être sorti du lycée, avoir obtenu de bons résultats au baccalauréat et ayant été accepté dans une bonne université d'Histoire, n'ait jamais, ou seulement de façon elliptique, entendu parler de la guerre civile. Cependant, malgré le silence de la parole publique, le passé que l'on croyait enfoui, de celui des grands-parents à celui des livres d'Histoire, semble ressurgir ces derniers temps. Avec décembre 2008, pendant que la Grèce s'enfonce dans une crise qui s'avère plus qu'économique, la guerre civile rejaillit. A travers des paroles orales, à travers des paroles écrites. On s'identifie.

Sans prétendre proposer un repérage historiographique (quelques sources sont bien sûr indiquées en bibliographie), je rapporte, dans les trois paragraphes suivants (I à III), les éléments d'arrière-plan concernant les années d'après guerre en Grèce, jusqu'à ce que les murs d'Athènes invoquent aujourd'hui. Et j'y interpose ces images actuelles que sont les graffiti ou des reprises de photographies d'archives sur des blogs.

## **I. La guerre civile grecque : un conflit qui s'étend sur trente années**

### **1) Le temps des combats (1944-1949)**

Dès les mois qui suivent l'invasion allemande (printemps 1941), la résistance grecque s'organise. On compte trois groupes : l'EDES [*Ligne nationale démocratique grecque*] et l'EKKA [*Libération Nationale et Sociale*], tous deux créés par des officiers républicains vénizelistes qui

avaient été chassés de l'armée en 1935 sous la dictature Metaxas. Le troisième groupe est l'EAM [*Front de Libération Nationale* fondé par le KKE, le Parti communiste grec]. Le comité central du KKE proclame le 16 février 1942 que l'EAM va prendre les armes et annonce le 10 avril la création de son groupe armé, l'ELAS (Armée de Libération nationale). A la fin de la guerre, l'EAM-ELAS compte 1 million et demi de membres, soit près d'un quart de la population grecque.

Durant tout le long de la guerre, les Britanniques financent l'EAM-ELAS. Constatant avec inquiétude que le mouvement reste dirigé par des communistes et qu'il construit efficacement les bases d'un Etat nouveau. Aussi, dès avril 1944, Churchill nomme Georges Papandreou, pilier pro-britannique solide, premier ministre du futur gouvernement grec. Le 25 avril, l'EAM-ELAS signe un accord avec Georges Papandreou dans lequel est prévu que 5 postes sur 20 seront attribués à l'EAM-ELAS<sup>1</sup>. Mais lorsque les Nazis quittent la Grèce en octobre 1944, Georges Papandreou et ses appuis britanniques trahissent l'accord et ordonnent que l'EAM-ELAS dépose ses armes le 10 décembre 1944. Dans le même temps, 700 « Tagmatasfalites » sont libérés par la Grande-Bretagne et réembauchés dans les forces de l'ordre (ce sont des membres de la milice créée par le général Ioannis Rallis en avril 1943, pour lutter contre le danger communiste). Ils interviennent contre l'EAM-ELAS avec le soutien de la SS allemande. L'EAM-ELAS annonce alors une grève générale pour le 4 décembre ; d'abord autorisée, elle est ensuite interdite, mais la foule l'ignore et s'y rend en grand nombre. En théorie, la police a des armes chargées à blanc et les manifestants ne sont pas armés, pourtant les premiers coups de feu sont entendus à 10h45. Le bilan est lourd : 28 civils tués (certains disent 70), près de 100 (ou 300) blessés et le lendemain, à l'occasion de l'enterrement des victimes, des « Xites » [membres de l'organisation paramilitaire grecque d'extrême droite « X », fondée pendant l'Occupation allemande], embusqués sur le toit de l'hôtel Grande-Bretagne, place Syntagma, font à nouveau près de 100 morts. Alors que ces tireurs ne seront jamais arrêtés, le gouvernement instaure la loi martiale. Durant tout le mois de décembre 1944, une véritable guerre civile s'empare d'Athènes : on appelle cet événement « ta dekemvriana » (du nom du mois durant lequel il s'est produit). C'est donc à cela que fait appel le graffito qui l'actualise : « *Dec 44 / Dec 08 TOUT CONTINUE* » :



Figure 2

« Δεκεμβριανά. "Βλέπω Έλληνες να σκοτώνονται μεταξύ τους". »  
« Dekemvriana.. "Je vois des Grecs s'entretuer". »

Jusqu'à la mi décembre, l'EAM-ELAS maîtrise le centre d'Athènes. La roue tourne au fur et à mesure que la nouvelle Garde nationale voit affluer des volontaires, anciens collaborateurs fascistes, républicains épurés de 1935 qui, à peine libérés, retrouvent une carrière ou criminels de droit commun. Fin décembre, Churchill envoie un renfort qui atteint 75 000 hommes. Au début de l'année 1945, l'EAM-ELAS perd complètement la main dans la capitale : le 11 janvier, l'organisation doit signer un armistice dans les termes dictés par les Anglais et, en février 1945, l'EAM-ELAS est contrainte de signer les « accords de Varkiza ». Ces derniers donnent, d'une part, le droit aux Autorités du gouvernement officiel d'arrêter sans mandat dans Athènes, proclament, d'autre part, l'amnistie des crimes politiques commis depuis le 3 décembre et prévoient, enfin, que l'EAM-ELAS rende ses armes avant le 15 mars 1945.



figure 3 : « Fin de Varkiza »

Prés d'un an plus tard, bien qu'ayant perdu la moitié de ses membres, le camp communiste décide de passer à la lutte armée et annonce le 28 octobre 1946 la création d'une « Armée Démocratique ». En parallèle, les Etats Unis, qui jusqu'à alors se désintéressaient de la Méditerranée orientale, changent d'optique avec le commencement de la guerre froide et, dès avril 1946, une escadre américaine arrive au Pirée. Durant l'hiver 1946-1947, ont lieu premiers combats entre l'Armée Démocratique et l'Armée Nationale – commandée par le gouvernement officiel et composée de soldats américains, de royalistes, d'anciens combattants de l'EAM-ELAS repentis ainsi que de « Tagmatasfalites » et de « Xites ». Si les premiers combats sont favorables à l'Armée Démocratique, la situation change dans l'automne 1947, lorsque les Américains envoient à l'Armée Nationale du matériel ainsi que 200 000 officiers en renfort. Les derniers combats ont lieu à l'automne 1949 et c'est l'Armée Nationale qui en sort vainqueur. Zachariadis, chef du KKE, annonce alors le 6 octobre 1949 : « la lutte armée est momentanément terminée » (cité par J. Dalègre, p. 72 de son ouvrage, voir bibliographie).

## **2) Musellement de la gauche, négation du conflit fratricide et dictature des Colonels (1944-1974)**

La guerre civile qui se solde par la défaite de l'EAM-ELAS puis, de l'Armée Démocratique est irrémédiable pour la gauche grecque. Dès 1946, le gouvernement monarchiste de Konstantinos Tsaldaris instaure la loi martiale (il fut composé à l'issue des élections législatives du 31 mars 1946 lors desquelles le KKE s'est abstenu). De sévères mesures judiciaires sont s'appliquent à l'encontre de ceux soupçonnés membres actifs ou sympathisants de l'EAM-ELAS. Beaucoup sont fait prisonniers dans des camps de rééducation dans des îles inhabitées (Makronissos, Aghios Efstratios,...). Le gouvernement met alors en place la dite « déclaration de repentir ». Ou bien les prisonniers rejettent leur action contre l'occupation nazie et l'armée gouvernementale, ils pourront alors se racheter en participant à la dénonciation ou à la rééducation de leurs anciens camarades ; ou bien ils refusent de se débarrasser de « la maladie mentale » du communisme, ils se retrouveront condamnés à la déportation, la prison ou l'exil. A côté de cette « déclaration de repentir » est créé, en 1948, le « certificat de loyauté nationale » par lequel il s'agit de prouver sa « loyauté » vis-à-vis du régime. À la différence de la déclaration de repentir qui vise ceux qui s'étaient engagés physiquement ou moralement aux côtés de l'EAM, le « certificat de loyauté » concerne tout le monde. Ce certificat devient indispensable à toute vie normale : sa signature est obligatoire pour obtenir un document officiel et tout emploi de fonctionnaire. En voici un exemplaire, daté du 2 novembre 1947 :



« Tagmatasfalites » comme un mouvement de défense légitime contre l'EAM-ELAS. De 1946 à 1963, l'idéologie d'extrême droite est enseignée à l'armée, aux écoles d'officiers ou à la police, elle est omniprésente dans la presse et les discours politiques, elle pèse sur la vie culturelle du pays. Par ailleurs, si les combats opposant l'Armée Nationale et l'Armée démocratique prennent fin en 1949, le gouvernement ne déclare la fin de la guerre civile qu'en 1962.

Quand au terme d'agitations politiques – après l'assassinat du député de gauche Grigoris Lambrakis - qui secouent le pays, le premier Ministre de l'Union du centre Andréas Papandreou arrive au pouvoir en 1963, il se contente de modifier la législation d'exception sans pour autant l'annuler. Aussi, fermera-t-il les camps mais resteront 1400 personnes assignées à résidence en diverses îles pour ne pas avoir montré de signe de reconversion idéologique. Cette période, appelée le « court printemps des années 1960 », sera cependant perçue par la population comme un progrès et permettra quelques libertés en terme de parole publique. Le 21 avril 1967, un putsch organisé par des colonels d'extrême droite formés par la CIA renverse le gouvernement. La dictature qui s'instaure alors est un nouveau coup porté à la Gauche : censure, lois d'exception et déportations sont remis goût du jour pour les opposants politiques durant sept années.

## **II. La mémoire de la guerre civile dans la Grèce post-dictatoriale**

### **1) Les références à l'EAM-ELAS chez la Gauche grecque**

A l'automne 1973, les étudiants de l'école Polytechnique d'Athènes s'insurgent contre la dictature en place. Le 17 novembre 1973, les tanks de l'armée pénètrent dans l'Université, écrasant l'insurrection dans un bain de sang. Officiellement, 840 personnes sont arrêtées et on compte 34 morts. Mais à la chute du régime, ces chiffres s'avèrent nettement supérieurs : on parle de 2400 personnes arrêtées alors que des dizaines de blessés auraient succombé à leurs blessures. Quelques mois plus tard, l'échec de la reconquête de Chypre occupée par la Turquie entraîne la chute du régime dictatorial : le 24 juillet 1974 marque le début de ce qu'on appelle la *Metapolitefsi* (littéralement, le changement de régime). En septembre 1974, Andréas Papandréou fonde le parti socialiste, le PASOK. De son côté, Karamanlis prend la tête du nouveau parti de droite, Nouvelle Démocratie, et remporte les élections, le 17 novembre 1974. Dans ce contexte post-dictatorial, le KKE est réautorisé après plus de 27 années d'interdiction. Les lois répressives à l'encontre des opposants politiques, mises en place pendant et après la guerre civile, sont abrogées. L'article 14 de la Constitution, établie en 1975, énonce : « Chacun peut exprimer et



diffuser ses idées, oralement, par écrit et par voie de presse, tout en respectant les lois de l'Etat ». Cependant, malgré cette libération de l'expression, le silence persiste sur l'histoire de la guerre civile. C'est en marge du discours officiel, dans les mouvements étudiants qui suivent la chute de la dictature, que des références au conflit fratricide émergent, ainsi que le montre ce témoignage de Efi Alexiadou, étudiante au moment de la première commémoration en novembre 1974 de l'insurrection de l'Ecole Polytechnique :

Dimitris Kamperidis [...]a énuméré les morts. Et soudainement (je ne sais pas comment l'interprète l'histoire, moi j'ai toujours cru en la spontanéité des choses) est sorti ce slogan. Je peux te dire que ce n'était la ligne de personne.. On aurait dit qu'il était sorti de toutes nos âmes. Et le monde a commencé à crier d'en-dessous [...] et est sorti le slogan EAM-ELLAS-Polytechnio. Complètement, complètement tout seul ! Qu'est-ce que je peux te dire maintenant ? C'est le lieu qui a déclenché cela ? Le moment ?... Je ne sais pas...

L'historien Iasonas Chandrinos, dans un article publié dans le journal « Δρόμος » (voir bibliographie), en fait l'analyse suivante :

La génération du Polytechnio parlait à la génération de l'Occupation [...] Comme si elle avait voulu vaincre de manière diachronique la situation de tous ceux qui avait combattu pour la démocratie [...] après 30 ans de chaos langagier sur les événements passés, le premier objectif de la Gauche était de combler ce vide.

Après la chute de la dictature, l'EAM-ELAS devient un point de référence pour la Gauche grecque (« Aristera », qui signifie « Gauche », est le terme employé par les Grecs pour désigner l'opposition). D'une part, la guerre civile, comme événement clivant, permet d'appuyer une identité politique qui se veut concurrente de celle du système politico-social en place. D'autre part, la violence intrinsèque, donc justifiée, à un mouvement de libération nationale comme dans le cas de l'EAM-ELAS, permet à l'extrême-gauche d'appuyer sa rhétorique radicale contemporaine. Par opposition, l'extrême-droite et une certaine frange de la droite, elles, s'identifient parfois ouvertement aux groupes ayant collaboré. Aussi, la reconnaissance officielle de la résistance nationale de l'EAM-ELAS par le *PASOK*, le parti socialiste dirigé, au moment de son arrivée au pouvoir en 1982, produit une secousse dans les amphithéâtres universitaires. Les étudiants affiliés aux syndicats de droite crient « Victorieux les Xites, les Tagmatasfalites, vivent les syndiqués à l'ONED et la DAP », auxquels répondent les étudiants anarchistes ou affiliés aux syndicats de gauche « EAM-ELLAS\*-MELIGALAS\*\* » [\*Front et armée de Libération nationale créés par le Parti Communiste en 1941] [\*\*Région du Péloponnèse].



Figure 5 : « *Unique est le chemin, peuple, pour que tu gagnes.*

*EAM-ELAS-MELIGALAS. REVANCHE »*

Le slogan « EAM-ELLAS-MELIGALAS » est encore très présent aujourd'hui en Grèce tant sur les murs qu'oralement, au cours de manifestations antifascistes. Celui-ci s'accompagne souvent d'autres slogans qui font directement référence aux événements qui se sont déroulés en septembre 1944 dans le village de Meligalas : « Fascistes et patrons dans le fond du puits, vive le prolétariat international », « 2 mètres sous terre, il existe une place pour chaque raciste », « Unique est le chemin, peuple, pour que tu gagnes, EAM-ELLAS-MELIGALAS », « Dans chaque ville, dans chaque quartier, construisons des puits comme celui de Meligalas », « Nous sommes tous ici des petits enfants de communistes, les boîtes de conserve n'ont pas encore rouillées, fascistes nous allons vous enterrer profondément sous terre ». Aussi, comme le souligne Iasonas Chandrinos, le slogan « EAM-ELLAS-MELIGALAS » est sûrement plus qu'un élément de la rhétorique politique actuelle : « *c'est sûrement une sorte de revanche des générations muselés des cinquante dernières années* ».

## **2) La guerre civile dans la vie politique, publique et culturelle**

Après la chute de la dictature, bien que la parole se soit quelque peu libérée, il demeure difficile d'évoquer la guerre civile. Dans la vie publique, tant au niveau de la parole politique que des productions culturelles, un lourd silence continue de peser. En effet, les blessures de la guerre civile semblent encore tellement poser questions dans la société grecque des années 80, que

progressivement, au niveau de la mémoire officielle, on passe de la loi du silence à celle du « devoir d'oubli ». Aussi, en 1991, un devoir d'oubli décrété sous forme d'autodafé symbolique est voté par l'ensemble des partis politiques. L'historienne Joëlle Dalègre écrit à ce propos :

Au grand dam des historiens, 16 millions de dossiers personnels, amassés par les services de renseignements depuis près de trois générations sont brûlés, éliminant tout retour possible au passé... Tout cela ne va pas sans nouvelles tragédies. Comment prouver, 40 ans plus tard, une appartenance à la résistance que l'on avait tout fait pour oublier ou faire oublier ? On voit de faux résistants reconnus, de vrais héros oubliés.

Comme faisant écho à cette décision, c'est durant la même période que sortent de nombreux films qui interrogent la mémoire de la guerre civile à partir de l'époque contemporaine. Mais, comme l'explique le chercheur Stéphane Sawas,

cette mémoire apparaît à l'écran comme incapable de remettre à plat les faits historiques, piégés dans les positions idéologiques et l'histoire personnelle de chacun des personnages [...] Avec *Les Chasseurs* (1977), Theo Aggelopoulos met à nu l'inconscient de toute une société qui a vécu dans l'amnésie : lors d'une partie de chasse, un groupe de bourgeois découvre sous la neige le cadavre d'un maquisard de la guerre civile, dont les plaies saignent encore. Ils amènent le corps à leur hôtel, appellent la police et chacun fait sa déposition [...] A la fin du film, le cadavre est dans un plan-séquence symétrique à celui de l'ouverture du film, de nouveau enterré sous la neige : « le cadavre [...] est toujours là, l'Histoire demeure, comme un objet gênant, encombrant, planté au beau milieu du présent. Il faut l'enterrer à nouveau »...

De même, la guerre civile n'est l'objet de travaux historiques abondants que depuis la fin des années 1980. Toutefois, comme celle-ci fut longtemps frappée d'interdiction, les historiens rencontrent de nombreux problèmes quant aux sources disponibles. Dans les années 1990-2000, une nouvelle génération d'anthropologues et d'historiens met en œuvre de nouvelles méthodes : ils focalisent la petite échelle de la vie quotidienne et y mettent en valeur le point de vue des vaincus. Cependant, selon Joëlle Dalègre, la première « Histoire » de la guerre civile publiée en Grèce ne date que de 2001 : il s'agit de l'ouvrage de Margaritis, *Histoire de la guerre civile*. Aujourd'hui encore, plus de soixante années après, la guerre civile, considérée fratricide, est encore peu évoquée de manière officielle. En effet, en Grèce, l'histoire contemporaine occupe une place très minoritaire dans l'enseignement général : la période de la guerre civile est encore quasi absente des manuels scolaires. C'est ce qu'exprime ce commentaire du blogueur ironique Pitsirikos, posté à l'occasion de la commémoration du 28 octobre (Le 28 octobre 1940, le Premier ministre Ioannis Metaxas répond fermement « non » à l'ultimatum du dictateur italien Mussolini

qui le somme de laisser ses troupes entrer dans son pays) :

L'Histoire grecque, je ne l'ai pas apprise à travers les livres d'école. Je n'ai quasiment rien appris des livres d'école. J'ai tout appris à travers d'autres livres (...) Les manuels scolaires te balancent une « épopée des années 1940 » et ainsi, se débarrassent.

Contrairement à l'Espagne qui à partir des années 1990, connaît une « poussée de fièvre mémorielle » (pour reprendre les mots de Daniel Aïache), en Grèce, beaucoup de personnes de la nouvelle génération ignorent le caractère idéologique du conflit, pour ne pas parler de ceux qui ignorent son existence même. Et pourtant. Dans un contexte de crise économique et sociale, comme c'est le cas aujourd'hui en Grèce, les divisions semblent resurgir et les symboles réappropriés de part et d'autres comme nous allons le voir, à travers quelques exemples récents.

### **III- Les séquelles de la guerre civile dans la Grèce contemporaine**

#### **1) Décembre 1944/ décembre 2008 : tout continue ?**

Vous êtes un enfant qui grandit en Grèce dans les années 90. Il y a de grandes chances pour qu'un de vos parents éloignés, ou même votre tante, votre oncle, votre grand-père, votre père, votre mère, soit hanté(e) par la mémoire de quelques années de sa vie qui pourraient difficilement faire office de belles histoires pour s'endormir. « Exil », « dictature », « guerre civile » : ces mots étranges évoquent quelque chose mais restent pourtant dans le domaine du non-dit. Cela appartient au passé, caché derrière l'écran opaque sur lequel le spectacle occidental se projette. Au cours des années 2000, le spectacle atteint des proportions olympiques. Les Jeux étaient là: fièvre du développement, euphorie mêlée à une certaine aspiration, celle de devenir « occidental », pour enfin « réussir ». Un court instant cela semble avoir été le cas pour certains. Et soudain, l'écran devient blanc. (Antonin Vradis, voir bibliographie)

Le 6 décembre 2008, Alexis Grigoropoulos, 15 ans, jette des projectiles sur un véhicule de la police. Quelques minutes plus tard, un des policiers sort son arme et vise Alexis qui reçoit une balle en pleine poitrine, puis tombe au sol, mort. La réaction est rapide : en quelques heures, nombre de commissariats sont assiégés et attaqués. Les jours qui suivent, sont marqués par la violence : les incendies, les pillages et les heurts violents entre police et manifestants s'emparent d'Athènes puis, de tout le pays. Sur certaines lèvres, s'esquisse alors le mot de « guerre civile », le plus souvent inconsciemment. Ainsi encore, le tableau dressé par Antonis Vradis :

... Décembre 2008. Contradictions, luttes, le sentiment d'ubiquité d'une histoire qui marche sur les victoires et les défaites de tous les jours - la révolte de décembre a été le moment précis où une génération entière a réalisé que les histoires tues du passé avaient toujours été une part du présent.

Ce qu'observeront les manifestants durant la période des émeutes de décembre 2008, c'est le rôle joué par le gouvernement et les médias : toujours sera pointée la violence des insurgés, jamais celle de la police. Une certaine frange de la gauche grecque y reconnaîtra là le substrat idéologique de la guerre civile. On peut, par ailleurs, prendre l'exemple du 6 décembre dernier où les étudiants affiliés au parti *Syriza*, coalition de la gauche radicale, ont appelé à commémorer le 4e anniversaire de l'assassinat d'Alexis Grigoropoulos. Selon le journal d'investigation *Okeanews*, le parti conservateur *Nouvelle Démocratie* a répondu de manière incendiaire à cet appel en mentionnant que *Syriza* et ses jeunes militants appellent aux manifestations « dans le but de brûler Athènes encore une fois et piller les propriétés des citoyens ». Le député de *Syriza* Nikos Voutsis a alors dénoncé le communiqué de *Nouvelle Démocratie* en disant que « l'agenda, la phraséologie et la lettre de tels communiqués n'a pas de précédent historique, mis à part celui de la guerre civile » (*ibid.*). Alors que le gouvernement évite soigneusement les références à la guerre civile, la Gauche grecque - institutionnelle ou non - n'hésite pas à s'y référer.

Pour certaines personnes, les événements de décembre 2008 résonnent comme un funeste écho à l'éclatement de la guerre civile à Athènes en décembre 1944. L'analogie est si poussée que ceux qui ont participé aux émeutes -souvent très jeunes- réutiliseront l'expression « *Ta dekemvriana* » pour qualifier les jours de décembre 2008. « *Le fait que de très jeunes gens s'inspirent de lieux symboliques comme la lutte armée menée par l'EAM-ELAS, est une composante majeure d'une démarche proprement politique à travers laquelle les sujets transforment et sont transformés de manière permanente* », écrit Iasonas Chandrinou. Dans une certaine mesure, l'insurrection de décembre 2008 fonctionne comme le soulèvement de l'Ecole Polytechnique d'Athènes dans les années 1970 : elle amorce des interrogations quant au passé, renouvelle certaines formes de militantisme associées à l'histoire de la guerre civile. Aussi, à l'issue de décembre 2008, on voit fleurir, d'une part, des slogans comme celui que nous avons évoqué en introduction « décembre 1944, décembre 2008, tout continue », d'autre part, l'émergence d'un certain nombre d'organisations soutenant la lutte armée contre l'Etat.

L'assassinat d'Alexis ainsi que les mobilisations qui ont suivi ont marqué toute la génération actuelle de lycéens et d'étudiants. Tous ont entendu, quand ils ne l'ont pas scandé, « *Flics, porcs, assassins* », « *l'Etat tue* ». Aussi, décembre 2008 a signé la naissance d'un mouvement radical : les violences urbaines commises après la mort ont illustré la combativité et la capacité d'organisation de la mouvance anarchiste. Cependant, décembre 2008 devient

également un point de référence pour les autorités étatiques et les organisations para-étatiques d'extrême-droite. Quelques mois après, en mai 2009, des membres de l'organisation néo-nazie Aube Dorée établissent, en étroite collaboration avec la police, une « zone sans immigré » dans le quartier d'Agios Panteleimonas d'Athènes. C'est dans ce contexte de tension idéologique entre une gauche radicale et une droite néo-nazie appuyée par la police d'Etat qu'explose la crise économique.

## **2) La crise grecque : une nouvelle guerre civile ?**

Début 2009, éclate au grand jour le montant de la dette. Pour répondre aux exigences imposées par l'Union Européenne, le gouvernement grec entreprend alors une série de mesures d'austérité. En novembre 2011, soumis à la pression européenne conjointe à la pression de la rue, le premier ministre Georges Papandreou démissionne. Dans l'attente de nouvelles élections, l'Union européenne place à la tête du gouvernement Loukas Papademos. Les réactions sont vives : alors que beaucoup de voix s'élèvent, en dénonçant le retour de la « dictature », on observe, en parallèle, une montée de la xénophobie. Aussi, les élections de 2012 donnent environ un tiers des voix aux partis soutenant l'austérité, un deuxième tiers aux partis de gauche et d'extrême-gauche contre les mesures d'austérité et un dernier tiers aux partis nationalistes et d'extrême-droite. L'échec de la formation d'un gouvernement ainsi que la forte percée des partis SYRIZA - alliance de plusieurs partis de la gauche antilibérale et de l'extrême gauche - et Aube dorée - parti ultranationaliste et néonazi - fait planer le spectre de la « crise politique ». Les élections sont reconduites en juin 2012 et c'est finalement Antonis Samaras du parti conservateur *Nouvelle Démocratie* qui prend la direction du gouvernement. Mais, de toute évidence, le résultat des élections de l'année précédente donne à voir une société divisée. Au fur et à mesure que la crise s'installe, les antagonismes semblent ressurgir de façon très nette, à tel point que l'expression « guerre civile », utilisée de part et d'autres, est de moins en moins taboue, comme l'illustre l'exemple suivant :

Le 30 septembre 2012, suite à un rassemblement antifasciste, a lieu une altercation entre militants antifascistes et partisans de l'organisation néo-nazie Aube dorée. La police, alors qu'elle laisse filer les seconds, transfère 15 militants antifascistes au commissariat après les avoir lourdement frappés. Ainsi que *The Guardian* le rapporte dans un article publié le 9 octobre 2012<sup>17</sup>, durant plus de 48h, les militants antifascistes seront victimes de tortures physiques. Le

journal mentionne également que la police n'a eu cesse de proférer des menaces tels que « On va donner vos noms à Aube dorée.. » mais aussi, « Vous allez mourir, comme vos grands-pères durant la guerre civile ». Pourtant, alors que les rapports médicaux apportent des preuves de tortures subies, quelques jours plus tard, Nikos Dendias, ministre de l'Ordre public, dément l'information donnée par *The Guardian*. La gauche antifasciste d'une part, l'extrême-droite en partie soutenue par un gouvernement de droite, d'autre part. L'histoire se répéterait-elle ? « Elle ne s'est jamais arrêtée » soutiennent les militants antifascistes, dont certains sont les petits enfants de partisans anarcho-communistes (francs-tireurs que l'armée régulière grecque qualifiait de « bandits »). Je cite leur communiqué mis en ligne le 22/10/2012 (voir bibliographie), qui met en avant le « climat de guerre civile » ambiant dans la Grèce actuelle :

Ces derniers temps, les preuves, comme quoi le « simulacre de démocratie » utilisé en permanence par l'Etat devient flou et indistinct, se font de plus en plus nombreuses. Le choix de réprimer massivement, tous ceux qui ont choisi l'affrontement direct mais aussi ceux qui exigent l'évident, montre qu'il n'est plus possible de parler comme on le faisait il y a cinq, dix ans et plus. La crise économique qui perdure et qui pousse de plus en plus de gens dans la misère et la pauvreté en exacerbant le cannibalisme social, la violence au sein des classes tout comme la montée du fascisme montrent le malaise social dont quiconque ne peut dire avec certitude quels en seront les aboutissements et les conditions. Face à une éventuelle explosion sociale GLOBALE, l'Etat durcit la répression, l'intimidation et la terreur, tout en blindant son arsenal juridique afin de garder de plus en plus 'd'otages juridiques'. Les symptômes sont connus et se répètent. Interdiction de manifester ou de se rassembler, répression des grèves, violences brutales contre les manifestants et les grévistes, publications de photos et de renseignements personnels, évacuations des squats et des sites sociaux, descentes de police dans les écoles et les universités, saisies, arrestations, etc. Les exemples sont aussi nombreux que pernicieux. Parallèlement, les gangs fascistes sont promus pour 'assainir' les arrières, là où l'Etat officiel ne parvient pas. [...] La marche motorisée a subi l'attaque féroce des Forces de Répression Motorisées, qui après avoir tabassé les manifestants, a procédé à l'arrestation de 15 d'entre eux/elles, les a torturé(e)s et les a détenu(e)s temporairement sur base d'accusations graves. Remémorer nos arrestations et notre séjour à la Direction Générale de la Police d'Attique (GADA) pendant 5 jours n'est pas l'objet de notre message. De plus, nous ne voulons pas accroître la logique de victimisation. Pour ceux qui n'auraient pas encore compris: l'Etat utilise tous les moyens possibles pour nous attaquer. Il nous déclare la guerre et la guerre aura des pertes et des épreuves. Ce qui est particulièrement important, c'est le climat de guerre civile entretenu par les institutions structurelles et par les Forces de Sécurité ainsi que les gangs de flics, en uniforme ou non. Les références qu'ils ont faites aux combats de Grammo et Vitsi [*note de l'A*. Les batailles qui eurent lieu sur les chaînes de montagne Grammo et Vitsi en août 1949 sont les derniers épisodes de la guerre civile grecque. Durant ces batailles, l'Armée Démocratique souffrit de pertes importantes], à la guerre civile et à nos grands-parents nous montrent clairement la direction que prennent les choses. Ils essaient d'intimider les militants, de les pousser dans l'illégalité et dans la peur, puisqu'ils menaçaient les militants de leur rendre visite à domicile ou formulaient des menaces franches d'assassinat et autres menaces ridicules,... Dans ce climat de guerre civile, les procureurs intensifient la terreur en menaçant de détention provisoire abolissant de ce fait le code de procédure pénale qu'ils sont censés servir et défendre. MAIS COMME... nous avons conscience de l'importance du moment historique ainsi que de notre devoir envers

nous-mêmes et l'histoire, nous ne pouvons que crier : PAS UN PAS EN ARRIERE ! Formons nos rangs, relevons le gant qu'y nous a été jeté et lançons le à leur visage. Renforçons chaque foyer de résistance et de lutte, chaque cellule combattant la brutalité qui nous est infligée. Structurons notre férocité pour défendre la dignité humaine... la nôtre, celle du monde entier. [...]

RIEN N'EST FINI  
TOUT CONTINUE.

### **Un usage du passé jamais élaboré publiquement**

En Grèce, la mémoire officielle de la Seconde Guerre mondiale s'est formée en rupture avec l'expérience de la résistance de l'EAM et dans l'autocensure des pratiques collaborationnistes des « Tagmatasfalites ». Dimitris Psarras, auteur d'un ouvrage récent sur le parti néo-nazi Aube Dorée, dans un interview donnée sur le site *Mediapart*, explique :

Tout au long de l'occupation allemande il y avait en Grèce un certain nombre de collaborateurs des nazis. Etant donné que l'occupation a été suivie par la guerre civile (1946-1949), plusieurs de ces collaborateurs du nazisme se sont transformés en partisans de « l'Etat National », au service duquel ils ont mis leur expérience de l'action anticommuniste. Ceux qui hier encore étaient des collaborateurs avec l'occupant allemand se sont métamorphosés après la guerre en bourreaux des résistants. Nous ne parlons pas ici juste d'une absence de « dé-nazification », ce qui fut le cas dans plusieurs pays en Europe. En Grèce, les collaborateurs sont devenus des cadres étatiques visibles, tandis que les vrais résistants (c'est-à-dire la Gauche) ont été dénoncés par le pouvoir de l'après-guerre comme traîtres et envoyés en exil ou en prison. Il y a donc malheureusement un passé noir (et occulté) dans les rapports entre l'Etat grec « profond » et son appareil, et les collaborateurs de l'occupation nazie dans le pays.

En effet, la guerre civile grecque n'a pas eu comme seule conséquence la division de la population : elle a aussi posé les bases d'un Etat dirigé, en partie, par l'extrême-droite. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que la parole officielle, tout le long du XXe siècle et aujourd'hui encore, évite d'évoquer la guerre civile. Cependant, à chaque crise sociale et/ou politique, le spectre de la guerre civile rejaillit et aujourd'hui, peut-être plus que jamais. Alors que les crimes racistes commis par les députés ou membres du parti néo-nazi demeurent la plupart du temps impunis (voir M. Löwy en bibliographie), les nombreux mouvements de protestation menés par les organisations de gauche -institutionnelle ou non- sont souvent réprimés, voire parfois interdits. La crise grecque actuelle, ne serait-elle pas seulement économique mais aussi, et surtout, idéologique ?



## ILLUSTRATIONS :

**Figure 1 :** « *Dec 44 / Dec 08 / TOUT CONTINUE* » Photo prise par mes propres soins en avril 2012, dans le quartier de Agios Nikolaos d'Athènes.

**Figure 2 :** KESSEL Dimitri. (1944). *Δεκεμβριανά. "Βλέπω Έλληνες να σκοτώνονται μεταξύ τους"*. (*Dekemvriana. « Je vois des Grecs s'entretuer »*) [photographie] <http://eliaserver.elia.org.gr/elia/site/content.php?sel=22&showimg=true&firstDt=63&present=456277>

**Figure 3 :** « FIN DE VARKIZA » Photo prise par mes propres soins en octobre 2013, rue Stadiou à Athènes.

**Figure 4 :** « Déclaration de renoncement au communisme que tous les fonctionnaires sont obligés de signer », datée du 2 novembre 1947. Αρχείο Κώστα Λογοθέτη (Archives Kostas Logothetis). Δήλωση αποκήρυξης του κομμουνισμού που είναι υποχρεωμένοι να υπογράψουν όλοι οι δημόσιοι υπάλληλοι (Déclaration de renoncement au communisme que tous les fonctionnaires sont obligés de signer). [photographie] [http://kaistriotis.blogspot.fr/2014/03/blog-post\\_29.html](http://kaistriotis.blogspot.fr/2014/03/blog-post_29.html)

**Figure 5 :** « Unique est le chemin, peuple, pour que tu gagnes. EAM-ELAS-MELIGALAS. REVANCHE » Photo prise par mes propres soins en mai 2013.

## BIBLIOGRAPHIE/ WEBOGRAPHIE :

### Ouvrages et articles :

- AÏACHE Daniel. Mémoire, oubli et récupération de la mémoire historique de la guerre civile espagnole, *Atelier international des usages publics du passé* [en ligne], 2011. Disponible sur <http://usagespublicsdupasse.ehess.fr/index.php?id=157> [consulté le 24 avril 2013].
- ALEXOPOULOS Christina. La déclaration de repentir dans la Grèce des années 1940, *Cahiers balkaniques* [En ligne], 2011. Disponible sur <http://ceb.revues.org/773> [consulté le 10 juin 2014].
- DALEGRE Joëlle, *La Grèce depuis 1940*, Paris : L'Harmattan, 2006.
- DALEGRE Joëlle, *Andartika, chants de la résistance grecque*, Paris : L'Harmattan, 2008.
- DALEGRE Joëlle, (dir.), *La Grèce inconnue d'aujourd'hui : de l'autre côté du miroir*, Paris : L'Harmattan, 2011.

- SAWAS Stéphane « Entre amnésie collective et mémoire recouvrée. La guerre civile grecque au cinéma », in Carola Hänel-Mesnard, Marie Liénard-Yéterian et Christina Marinas (dir.), *Culture et mémoire. Représentations contemporaines de la mémoire dans les espaces mémoriels, les arts visuels, la littérature et le théâtre*, Palaiseau : Editions de l'Ecole Polytechnique, 2008, pp. 213-222.

- VRADIS Antonis, DALAKOGLU Dimitris, (dir.), *Revolt and Crisis in Greece: Between a present yet to pass and a future still to come*, Londres : Occupied London and AK Press, 2011.

### **Etudes :**

- COUZIS Tatiana, *Essai sur la révolte de décembre 2008 en Grèce*, mémoire de Master 2 : Science politique, sous la direction d'Eleni Varikas, Université Paris 8, 2011.

- VASSILAKIS Mélissa, *Les murs écrits d'Athènes*, mémoire de Master 2 : Ethnologie et anthropologie sociale, sous la direction de Béatrice Fraenkel, EHESS, 2014.

### **Articles de journaux :**

- MARGARONIS Maria (2012). Greek anti-fascist protesters “tortured by police” after Golden Dawn clash, theguardian.com [en ligne] 9 octobre 2012.

<http://www.theguardian.com/world/2012/oct/09/greek-antifascist-protesters-torture-police>  
[consulté le 10 octobre 2012].

- LOWY Michel (2013). Néonazis grecs d'Aube Dorée : no pasaran ?, mediapart.fr [en ligne] 8 février 2013. <http://blogs.mediapart.fr/blog/michael-lowy/080213/neonazis-grecs-daube-doree-no-pasaran> [consulté le 24 avril 2013].

- Okeanos (2012). Manifestation en souvenir d'Alexandros Grigoropoulos, okeanews.fr [en ligne] 10 décembre 2012. <http://www.okeanews.fr/20121210-lactualite-complete-de-la-grece-pour-la-semaine-du-1er-au-7-decembre-2012-avec-rbnews> [consulté le 11 décembre 2012].

- ΧΑΝΔΡΙΝΟΣ Ιασονας (2011). « EAM-ΕΛΑΣ-Πολυτεχνείο », « EAM-ΕΛΑΣ-Μελιγαλάς »: Το EAM στην πολιτική μνήμη και συνθηματολογία (« EAM-ELAS-Polytechnique », « EAM-ELAS-Meligalas » : le EAM dans la mémoire politique et la production de slogan), e-dromos.gr [en ligne] 19 septembre 2011. <http://www.e-dromos.gr/εαμ-ελασ-πολυτεχνείο-εαμ-ελασ-μελιγαλ/> [consulté le 23 octobre 2012].

### **Blogs :**

- Pitsirikos. *Είστε για έναν εμφύλιο ακόμα;* (Vous êtes prêts pour une guerre civile encore ?) In Pitsirikos.net. [Date de mise en ligne : 29/10/2014] <http://pitsirikos.net/2014/10/είστε-για-έναν-εμφύλιο-ακόμα/#more-38374> [consulté le 29 octobre 2014].

- Nouvelles Hors Les Murs. *Communiqué des 15 militants anarchistes-antifascistes*. In nouvelleshorslesmurs.wordpress.com. [Date de mise en ligne : 22/10/2012] <http://nouvelleshorslesmurs.wordpress.com/2012/10/22/communiqué-des-15-militants->

[anarchistes-antifascistes/](#) [consulté le 22 octobre 2012].

*Publié sur le site de l'Atelier international des usages publics du passé le 9 novembre 2015.*